

d) de vorming van de leerkrachten belast met de cursus technologische opvoeding, inz. qua bijdrage tot het verwerven van transversale bekwaamheid;

e) de opleiding tot evaluatie en bijwerking van de kennis van de met technische leergangen en beroepspraktijk belaste leerkrachten;

f) de opleiding tot de communicatie, het in aanmerking nemen van de verschillen, het onderhandelen en het beheer van de geschillen;

g) de opleiding van de inrichtingshoofden tot het beheer van het beschikbare personeel;

h) de opleiding van de opvoeders tot het vervullen van de verschillende aspecten van hun ambt.

Brussel, 13 april 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

F. 94 — 1338

[S-C — 29232]

**14 AVRIL 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif au contrôle de l'inscription scolaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957, notamment l'article 8;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 24, tel que modifié;

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 3 et l'article 15, modifié par le décret du 27 décembre 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 décembre 1993;

Vu le protocole du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siègeant conjointement, du 7 janvier 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté royal du 6 décembre 1993 autorisant l'accès de certaines autorités du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française au Registre national des personnes physiques;

Considérant l'avis de la Commission de protection de la vie privée instituée en application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Sur proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'établissement : l'établissement scolaire organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française, qui dispense un enseignement maternel, un enseignement primaire, un enseignement secondaire de plein exercice, un enseignement secondaire à horaire réduit ou toute institution qui dispense une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire;

2° l'élève : le mineur soumis à l'obligation scolaire ainsi que toute personne qui, sans posséder cette qualité, est inscrite comme élève dans un établissement;

3° les parents : les parents, le tuteur ou la personne qui a la garde du mineur soumis à l'obligation scolaire;

4° le chef d'établissement : la personne qui assure la direction de l'établissement;

5° l'inspecteur : l'inspecteur cantonal ou l'inspectrice cantonale de l'enseignement primaire;

6° le Centre de traitement de l'information (C.T.I.) : le Centre de traitement de l'information du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Art. 2. Le Centre de traitement de l'information établit pour chaque élève une carte d'identification. Cette carte mentionne les informations suivantes :

1° au recto : nom, prénoms, lieu et date de naissance, domicile au moment de l'émission de la carte, date d'émission de la carte;

2° au verso : le rappel suivant : « Le libre choix des parents est garanti. »

La carte comporte, en outre, un numéro d'identification de l'élève exprimé en code à barres. Ce numéro d'identification est obtenu par une méthode aléatoire et diffère de celui du Registre national des personnes physiques.

L'utilisation de ce numéro est exclusivement réservée à l'identification des élèves.

Art. 3. Le Centre de traitement de l'information remet les cartes d'identification aux inspecteurs territorialement compétents en tenant compte du domicile de l'élève au moment de l'émission de ladite carte.

Les inspecteurs répartissent ces cartes entre les chefs des établissements dans lesquels les élèves sont inscrits. Les cartes sont conservées par les chefs d'établissement.

Dès qu'un chef d'établissement accepte l'inscription d'un élève préalablement inscrit dans un autre établissement, il en avertit le chef de l'établissement où l'élève était auparavant inscrit; la carte d'identification de l'élève concerné est immédiatement transmise au chef d'établissement qui a enregistré la nouvelle inscription.

Les cartes qui concernent les élèves scolarisés à domicile ou les mineurs en âge d'obligation scolaire qui ne sont pas scolarisés sont conservées par l'inspection.

Sauf application des articles 4 ou 8, seule la possession par le chef d'établissement de la carte de l'élève atteste de l'inscription de cet élève dans l'établissement.

Art. 4. Le chef d'établissement saisit l'inspecteur de toute inscription d'un élève dont il ne possède pas la carte.

Dans l'attente de la délivrance de la carte au chef d'établissement, l'inscription de l'élève peut être attestée par une déclaration écrite de l'inspecteur.

Art. 5. Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 3, alinéa 3, le chef d'établissement transmet à l'inspecteur, le 30 septembre de l'année scolaire en cours au plus tard, la carte de l'élève qui, étant inscrit dans son établissement à la fin de l'année scolaire précédente, ne s'est pas représenté dans les 30 premiers jours suivant la rentrée scolaire.

Sauf changement d'établissement, la carte est transmise sans délai à l'inspecteur lorsqu'en cours d'année scolaire, un élève cesse d'être inscrit dans l'établissement, notamment en raison d'une exclusion définitive.

Art. 6. Sans préjudice du contrôle du respect de l'obligation scolaire dès la rentrée scolaire, le contrôle de l'inscription scolaire s'effectue sur la base de l'inscription des élèves telle qu'elle se présente au 1er octobre.

Art. 7. Entre le 1er et le 15 octobre, chaque inspecteur procède par lecture optique des codes à barres, au relevé des cartes d'identification qui, au 1er octobre, sont détenues par les chefs des établissements situés dans son canton. Les fichiers correspondants sont transmis pour le 25 octobre au plus tard au Centre de traitement de l'information.

Pour l'exercice de sa mission de contrôle, l'inspecteur a le droit de requérir la participation directe des chefs d'établissement ou de leurs délégués ainsi que la mise à disposition des locaux nécessaires.

Art. 8. Toute anomalie constatée dans l'exécution des articles 3, alinéas 2 à 4, 5 et 7, alinéa 2, fait l'objet d'un rapport circonstancié de l'inspecteur au Ministre dès lors qu'elle est de nature à révéler l'existence d'une atteinte au libre choix des parents, d'une obstruction au bon fonctionnement du contrôle de l'inscription scolaire ou d'une déclaration fautive ou inexacte portant sur le dénombrement des élèves.

Art. 9. Pour ce qui concerne les mineurs soumis à l'obligation scolaire, le Centre de traitement de l'information compare les données fournies par les fichiers visés à l'article 7, alinéa 1er, avec celles résultant du Registre national des personnes physiques. A l'issue de cet examen comparatif, il établit pour chaque commune les listes comportant le nom, les prénoms, la date de naissance, le nom et l'adresse des parents. Ces listes sont transmises exclusivement à l'inspection pour le 15 novembre au plus tard.

Toute anomalie constatée dans le fichier de contrôle, notamment une double inscription, est signalée à l'inspecteur.

Art. 10. Lorsque l'inscription d'un mineur soumis à l'obligation scolaire n'est pas établie, l'inspecteur a la faculté d'adresser à tout moment par la poste une demande d'information aux parents.

Lorsque la non inscription d'un mineur soumis à l'obligation scolaire est présumée, notamment en l'absence de réponse dans la huitaine à la demande d'information visée à l'alinéa 1er, l'inspecteur poursuit la procédure visée à l'article 9 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957. Pour les parents domiciliés dans une commune de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'inspecteur invite directement le chef de la police locale ou son délégué à les mettre en demeure d'envoyer leurs enfants à l'école et à l'informer du résultat de ses démarches.

Art. 11. Les autorités habilitées à détenir les cartes d'identification, en application des articles 3, 5 et 7 du présent arrêté sont les membres du C.T.I. désignés par le Ministre ou le Secrétaire général du Ministère, les chefs d'établissement et les inspecteurs.

Ces inspecteurs ou leurs délégués sont les seuls agents habilités à lire l'information exprimée sous forme de code à barres.

Seuls les membres désignés du C.T.I. et le membre de l'inspection éventuellement chargé par le Ministre d'une mission de coordination pour établir la liaison entre le C.T.I. et les inspecteurs, peuvent exploiter le fichier résultant directement de la lecture des cartes.

La liste des membres désignés conformément au 3e alinéa, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 12. L'article 8, alinéa 4, des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957 est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 1994 à l'exception des articles 3, alinéa 5, et 12 qui entrent en vigueur le 1er septembre 1996.

Art. 14. Le Ministre ayant l'obligation scolaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 avril 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,
Ph. MAHOUX.

VERTALING

N. 94 — 1338

[S-C — 29232]

**14 APRIL 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende het toezicht over de inschrijving in onderwijsinrichtingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957, inz. op artikel 8;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. op artikel 24, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inz. de artikelen 3 en 15, gewijzigd bij decreet van 27 december 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, d.d. 13 december 1993;

Gelet op het protocol van de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling, d.d. 7 januari 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende het koninklijk besluit van 6 december 1993, dat bepaalde overheden van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap toegang verleent tot het rijksregister van de natuurlijke personen;

Overwegende het advies van de commissie voor bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ingesteld bij toepassing van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten aanzien van de behandeling van persoonlijke gegevens;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° de inrichting : de onderwijsinrichting, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap, die kleuteronderwijs, lager onderwijs, secundair onderwijs met volledig leerplan, secundair onderwijs met beperkt leerplan verstrekt of elke instelling die een erkende opleiding verstrekt, overeenkomstig de vereisten van de leerplicht;

2° de leerling : de minderjarige die aan de leerplicht onderworpen is, en elke persoon die deze hoedanigheid niet bezit maar als leerling in een inrichting ingeschreven is;

3° de ouders : de ouders, de voogd of de persoon die belast is met de hoede over de leerplichtige minderjarige;

4° het inrichtingshoofd : de persoon die de leiding van de inrichting waarneemt;

5° de inspecteur : de kantonnaal inspecteur of de kantonnale inspectrice van het lager onderwijs;

6° het centrum voor informatieverwerking (CIV) : het centrum voor informatieverwerking bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Art. 2. Het CIV maakt voor elke leerling een identificatiekaart op, met de volgende gegevens :

1° voorzijde : naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, woonplaats op de datum van uitgifte van de kaart, datum van uitgifte van de kaart;

2° keerzijde : de vermelding : de vrije keus van de ouders is gewaarborgd.

Bovendien staat op de kaart het identificatienummer van de leerling, in de vorm van een streepjescode. Dit nummer wordt verkregen door een wisselvallige methode en verschilt van het nummer in het rijksregister van de natuurlijke personen. Het gebruik van dat nummer dient alleen tot identificatie van de leerlingen.

Art. 3. Het CIV overhandigt de identificatiekaarten aan de inspecteurs die territoriaal bevoegd zijn, rekening houdend met de woonplaats van de leerling op de datum van uitgifte van de kaart. De inspecteurs verdelen de kaarten onder de hoofden van de inrichtingen waar de leerlingen ingeschreven zijn. De inrichtingshoofden bewaren de kaarten.

Zodra een inrichtingshoofd de inschrijving aanvaardt van een leerling die vroeger ingeschreven was in een andere inrichting, verwittigt hij het hoofd van deze inrichting; de identificatiekaart van de betrokken leerling wordt onmiddellijk overgezonden aan het inrichtingshoofd dat de nieuwe inschrijving geregistreerd heeft. De kaarten betreffende leerlingen die huisonderwijs volgen of minderjarigen die leerplichtig zijn maar geen school bezoeken, worden door de inspectie bewaard. Tenzij de artikelen 4 of 8 toepasselijk zijn, blijkt de inschrijving van de leerling in de inrichting uit het feit dat het inrichtingshoofd diens kaart bezit.

Art. 4. Het inrichtingshoofd deelt de inspecteur de inschrijving mee van elke leerling wiens kaart hij niet bezit. In afwachting van de uitreiking van de kaart aan het inrichtingshoofd blijkt de inschrijving van de leerling uit een schriftelijke verklaring van de inspecteur.

Art. 5. Behalve in het in artikel 3, 3e lid, bedoelde geval zendt het inrichtingshoofd aan de inspecteur, uiterlijk op 30 september van het lopende schooljaar, de kaart van de leerling die in zijn inrichting ingeschreven was op het einde van het vorige schooljaar en zich niet terug aangemeld heeft in de eerste 30 dagen na de hervatting van de lessen. Behoudens verandering van inrichting wordt de kaart onverwijld doorgezonden aan de inspecteur wanneer een leerling in de loop van het schooljaar niet meer ingeschreven is in de inrichting, o.m. wegens definitieve uitsluiting.

Art. 6. Onverminderd de controle over de naleving van de leerplicht vanaf het begin van het schooljaar, gebeurt die controle op grond van de inschrijving van de leerlingen op 1 oktober.

Art. 7. Tussen 1 en 15 oktober maakt elke inspecteur, door optische lezing van de streepjescodes, de lijst op van de identificatiekaarten die op 1 oktober in het bezit waren van de inrichtingshoofden in zijn kanton. De overeenstemmende bestanden worden uiterlijk tegen 25 oktober overgezonden aan het CIV.

Voor zijn controleopdracht mag de inspecteur de rechtstreekse deelneming eisen van de inrichtingshoofden of hun gemachtigden, alsook de beschikking over de nodige lokalen.

Art. 8. Over elke onregelmatigheid vastgesteld in de uitvoering van de artikelen 3, 2e tot 4e lid, 4, 5 en 7, 2e lid, zendt de inspecteur een omstandig verslag aan de minister wanneer ze doet blijken van inbreuk op de vrije keus van de ouders, verhindering van de werking van de controle over de leerplicht of valse of onjuiste verklaring over de telling van leerlingen.

Art. 9. Voor leerplichtige minderjarigen vergelijkt het CIV de gegevens uit de bestanden bedoeld in artikel 7, 1e lid met die van het rijksregister der natuurlijke personen. Na die vergelijking maakt hij per gemeente de lijsten op met naam, voornamen, geboortedatum, naam en adres van de ouders. Die lijsten worden uitsluitend aan de inspectie gezonden, uiterlijk op 15 november. Elke onregelmatigheid in het controlebestand, o.m. dubbele inschrijvingen, worden de inspecteur meegedeeld.

Art. 10. Wanneer de inschrijving van een leerplichtig minderjarige niet vaststaat, kan de inspecteur te allen tijde via de post de ouders om informatie verzoeken.

Wanneer vermoed wordt dat een leerplichtig minderjarige niet ingeschreven is, o.m. omdat de in het 1e lid bedoelde aanvraag om informatie niet binnen de 8 dagen beantwoord werd, zet de inspecteur de procedure voort bedoeld in artikel 9 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957. Voor ouders woonachtig in een gemeente van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzoekt de inspecteur het hoofd van de plaatselijke politie of zijn gemachtigde rechtstreeks, hun mee te delen dat zij hun kinderen naar school moeten zenden, en hem het resultaat van die aanmaning mee te delen.

Art. 11. De overheden, krachtens de artikelen 3, 5 en 7 gemachtigd om de identificatiekaarten te bezitten, zijn de door de Minister of door de secretaris-generaal van het Ministerie aangewezen leden van het CIV, de inrichtingshoofden en de inspecteurs.

Die inspecteurs of hun gemachtigden zijn de enige personen die gemachtigd zijn om de in streepjescodes uitgedrukte gegevens te lezen.

Aleen de aangewezen leden van het CIV en het lid van de inspectie dat eventueel door de Minister belast is met een coördinatieopdracht om de verbinding tot stand te brengen tussen CIV en inspecteurs, mogen het bestand dat rechtstreeks voortvloeit uit de lezing van de kaarten, benutten.

De lijst van de overeenkomstig het 3e lid aangewezen leden, met vermelding van hun graad en functie, wordt jaarlijks opgemaakt en aan de commissie voor bescherming van de persoonlijke levenssfeer overgezonden, met dezelfde frequentie.

Art. 12. Artikel 8, 4e lid, van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1994, met uitzondering van de artikelen 3, 5e lid, en 12, die in werking treden op 1 september 1996.

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheid de leerplicht behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 april 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 1339

17 MAART 1994. — Ordonnantie houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld, gedaan te Parijs op 16 november 1972 (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld, gedaan te Parijs op 16 november 1972, zal volkomen gevolg hebben wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 maart 1994.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
en Minister van Ruimtelijke Ordening,
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt
en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting,
Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

(1) Gewone zitting 1993-1994.

Dokumenten van de Raad. — A — 292/1. Ontwerp van ordonnantie. — A — 292/2. Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking. Vergadering van 25 februari 1994. — Aanneming. Vergadering van 25 februari 1994.

MINISTERIE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 1339

17 MARS 1994. — Ordonnance portant approbation de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, faite à Paris le 16 novembre 1972 (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, s'acquittons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. La Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, faite à Paris le 16 novembre 1972, sortira son plein et entier effet en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 mars 1994.

Le Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
et Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique
et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

(1) Session ordinaire 1993-1994.

Documents du Conseil. — A — 292/1. Projet d'ordonnance. — A — 292/2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séance du 25 février 1994. — Adoption. Séance du 25 février 1994.